

Pourquoi une semaine contre l'apartheid israélien ?



Palestine, 10 millions d'habitants, territoire de la taille d'une région française, situé au Moyen-Orient. En théorie, 78% de ce territoire est attribué à un état, l'état d'Israël, et le reste à une Autorité Palestinienne indépendante.

Actuellement, la totalité du territoire occupé est sous contrôle de l'armée israélienne. Il n'est pas possible d'y entrer ni d'en sortir sans autorisation. Se déplacer à l'intérieur de ce territoire est tout aussi difficile. Malgré l'existence de l'Autorité Palestinienne, c'est l'état israélien qui contrôle la vie des habitant-e-s des territoires occupés.

Depuis sa création en 1948, la logique coloniale de l'état d'Israël

Acquisition progressive des terres et des ressources (notamment l'eau), sans jamais tenir compte des habitant-e-s historiques de la Palestine. Cette logique de colonisation continue actuellement en Cisjordanie (colonies) et à Jérusalem-est (expulsion, appropriation des logements, ...), alors que ces deux zones ne sont pas censées faire partie de l'état israélien tel qu'il a été reconnu par la **communauté internationale en 1967**.

Le résultat de cette politique de colonisation:

- **la totalité de l'eau de la Palestine est contrôlée par l'état d'Israël**
- **le revenu par habitant dans les territoires occupés est dix fois inférieur à celui d'Israël**
- **le chômage est massif en Cisjordanie et à Gaza (plus de 30%)**

Les moyens d'oppression du peuple Palestinien

Les territoires palestiniens sont **morcelés** par les murs de séparation, les colonies (plus de 300 000 colons en Cisjordanie) et leurs routes réservées et par les points de contrôle de l'armée israélienne. **Toute vie normale est impossible pour les palestinien-ne-s dans ces conditions.**

Se déplacer librement est impossible. La présence de checkpoints militaires autour des villes de Cisjordanie rallonge systématiquement les trajets, au point de les rendre quasiment irréalisables. Chaque checkpoint est une source systématique de perte de temps et d'incertitude. L'ONU compte actuellement une vingtaine de ces points de contrôle militaires permanents à l'intérieur de la Cisjordanie: un ou deux par grands axes de circulation.

Une politique systématique de discrimination et d'oppression est utilisée contre les palestinien-ne-s, dans tous les aspects de la vie : travail, logement, déplacements, ... Cette politique de discrimination maintient les palestinien-ne-s dans une position de subordination, malgré une démocratie théorique.

Comment agir ici, en France ?

La **société civile palestinienne** a lancé en 2005 un appel au **boycott, aux désinvestissements et aux sanctions** contre Israël jusqu'au respect par Israël des droits reconnus par la communauté internationale aux Palestiniens (droit au retour des réfugiés, fin au blocus de Gaza, fin de l'occupation, ...). **Cet appel**, connu sous le nom de **campagne «BDS»**, regroupe aussi bien les palestinien-ne-s sous occupation que les palestinien-ne-s citoyen-ne-s d'Israël et les réfugié-e-s palestinien-ne-s. A l'image du boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid dans les années 1980, elle a pour but de créer un mouvement efficace de solidarité internationale, afin d'obtenir **la fin de l'occupation dans tous ses aspects**.

Cette campagne a pour objectif de permettre à nous tou-te-s qui sommes solidaires avec le peuple palestinien de jouer **un rôle politique au quotidien**. Par le refus d'acheter certains produits, par l'exigence constante de faire **de l'occupation un sujet qui est abordé** chaque fois qu'on parle d'Israël, nous pouvons faire entendre la voix des palestinien-ne-s et leurs revendications.

Depuis quelques années, on a présenté la question palestinienne comme une question géopolitique lointaine devant être réglée au cours de discussions diplomatiques interminables se tenant dans des salons inaccessibles au public. En soutenant la campagne BDS, nous voulons rappeler que la question palestinienne est avant tout une **question politique et sociale**, ni lointaine, ni inaccessible, ni incompréhensible.

La Semaine Internationale contre l'Apartheid, est organisée chaque année **un peu partout dans le monde** (plusieurs dizaines de villes participantes) par des jeunes solidaires des palestinien-ne-s et se reconnaissant dans la démarche BDS. Pour relayer cet appel et discuter du **rôle que nous pouvons directement jouer en solidarité avec le peuple palestinien**, nous souhaitons proposer des moments de débats et d'ateliers pour mieux **comprendre la situation actuelle** et la réalité que vivent les palestinien-ne-s.

Vendredi 9 mars – 20h salle des Haubans Malakoff
projection-débat du film « *Les enfants d'Arna* »

Mardi 13 mars – 12h université (amphi C Tertre)
atelier d'observation de l'occupation, de la colonisation et du mur avec Google Maps

Mercredi 14 mars - 15h place du Cirque
rassemblement et action de boycott

Jeudi 15 mars – 17h université (amphi B Tertre)
projection-débat du film « *Amerrika* », avec des associations d'aide aux migrant-e-s



Nous pouvons tou-te-s agir en conscience pour la Palestine.
Les droits des palestinien-ne-s sont l'affaire de nous tou-te-s, ici comme là-bas.

pour plus d'informations sur la campagne BDS: www.bdsfrance.org
génération palestine nantes : gp44@lists.riseup.net / generation-palestine.org